

France-Russie: la réinvention d'une relation spécifique

Delcour, Laure

Veröffentlichungsversion / Published Version
Arbeitspapier / working paper

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Delcour, L. (2010). *France-Russie: la réinvention d'une relation spécifique*. (DGAP-Analyse Frankreich, 6). Berlin: Forschungsinstitut der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik e.V.. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-55091-0>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer Deposit-Lizenz (Keine Weiterverbreitung - keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Gewährt wird ein nicht exklusives, nicht übertragbares, persönliches und beschränktes Recht auf Nutzung dieses Dokuments. Dieses Dokument ist ausschließlich für den persönlichen, nicht-kommerziellen Gebrauch bestimmt. Auf sämtlichen Kopien dieses Dokuments müssen alle Urheberrechtshinweise und sonstigen Hinweise auf gesetzlichen Schutz beibehalten werden. Sie dürfen dieses Dokument nicht in irgendeiner Weise abändern, noch dürfen Sie dieses Dokument für öffentliche oder kommerzielle Zwecke vervielfältigen, öffentlich ausstellen, aufführen, vertreiben oder anderweitig nutzen.

Mit der Verwendung dieses Dokuments erkennen Sie die Nutzungsbedingungen an.

Terms of use:

This document is made available under Deposit Licence (No Redistribution - no modifications). We grant a non-exclusive, non-transferable, individual and limited right to using this document. This document is solely intended for your personal, non-commercial use. All of the copies of this documents must retain all copyright information and other information regarding legal protection. You are not allowed to alter this document in any way, to copy it for public or commercial purposes, to exhibit the document in public, to perform, distribute or otherwise use the document in public.

By using this particular document, you accept the above-stated conditions of use.

DGAPanalyse

Frankreich

Forschungsinstitut der
Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik

Juli 2010 N° 6

France-Russie : la réinvention d'une relation spécifique

Laure Delcour

Die DGAPanalysen Frankreich erscheinen im Rahmen des Deutsch-französischen Zukunftsdialogs, eines Gemeinschaftsprojekts der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik, des Institut français des relations internationales und der

Robert Bosch **Stiftung**

Herausgeber und Redaktion:
Claire Demesmay und Katrin Sold

Kontakt: Claire Demesmay <demesmay@dgap.org>

Herausgeber:

Forschungsinstitut der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik e.V. | Rauchstraße 17/18 | 10787 Berlin
Tel.: +49 (0)30 25 42 31-0 | Fax: +49 (0)30 25 42 31-16 | info@dgap.org | www.dgap.org | www.aussenpolitik.net
© 2010 DGAP

Die DGAP trägt mit wissenschaftlichen Untersuchungen und Veröffentlichungen zur Bewertung internationaler Entwicklungen und zur Diskussion hierüber bei. Die in den Veröffentlichungen geäußerten Meinungen sind die der Autoren.

Sommaire / Summary

Laure Delcour

France-Russie : la réinvention d'une relation spécifique

- La France et la Russie entretiennent traditionnellement des liens étroits. Grâce à de bonnes relations personnelles entre les présidents des deux pays, ceux-ci se sont renforcés au cours de la dernière décennie. Ils se caractérisent aujourd'hui par un dialogue politique de grande intensité, orienté vers l'avenir.
- Partant d'une même lecture des événements internationaux, les deux pays ont souvent des positions similaires ; ce faisant, il n'est pas rare que la position française s'oppose à celle d'autres États membres de l'UE.
- Longtemps en-deçà du niveau de la coopération politique, les relations commerciales entre la France et la Russie connaissent depuis peu une nouvelle dynamique et une diversification.
- Malgré sa relation privilégiée avec Moscou, Paris n'a pas encore réussi, ni dans le domaine économique ni dans le domaine politique, à établir une position européenne cohérente vis-à-vis de la Russie et à harmoniser les relations bilatérales et multilatérale au niveau européen.

France and Russia—New Dynamics in a Special Relationship

- France and Russia are traditionally united by a close relationship, which were especially strengthened through personal contacts between both presidents in the last ten years and are characterized by an intensive and promising political dialogue.
- Especially based on a common interpretation of international affairs, France and Russia often agree on their positions, with France being therefore often contradictory to positions of other EU member states.
- Trade relations of France and Russia have recently known a stimulation and diversification after a long period in which they could not keep pace with the political interdependence.
- Beside its privileged relationship to Russia, France did not managed to foster a coherent European position toward Russia, neither in the political nor in the economic area, and to reconcile bilateral and multilateral relations toward Russia on the European level.

Sommaire

Un dialogue politique de qualité mais insuffisamment articulé avec le cadre européen. . .	5
Les fondements de l'« alliance » ³ franco-russe.	5
Le dialogue franco-russe face aux divergences européennes	7
Une nouvelle dynamique pour les relations commerciales	8
La nécessaire harmonisation des positions européennes	9
Notes	10

France-Russie : la réinvention d'une relation spécifique

Laure Delcour

La relation entre la France et la Russie est souvent présentée comme un lien pluriséculaire, sinon millénaire, entre deux pays situés aux confins occidental et oriental du continent européen, un lien privilégié que les bouleversements de l'Histoire n'ont pas ébranlé. Les rapports étroits tissés depuis le XVIII^e siècle ont alimenté l'idée d'une relation spécifique entre les deux pays, faite d'admiration et d'amitié. Cette dimension affective a de nouveau été mise en exergue à l'occasion de l'Année croisée France-Russie¹, inaugurée lors de la visite du président Dmitri Medvedev à Paris en mars 2010. La France est ainsi présentée par le président Nicolas Sarkozy comme « la grande amie de la grande Russie »².

Comment cette relation privilégiée s'accommode-t-elle de l'évolution de chacun des deux pays et des transformations profondes qui ont affecté la scène internationale depuis une dizaine d'années ? Sur quels fondements repose la relation franco-russe de ce début de XXI^e siècle ? Alors que la France est l'un des piliers essentiels de la construction européenne, comment le lien franco-russe s'inscrit-il dans le partenariat stratégique entre l'Union européenne (UE) et la Fédération de Russie ? Si la relation bilatérale entre les deux pays se fonde sur un dialogue politique de grande qualité et s'est renforcée sur le plan économique depuis le début de la décennie, elle n'est pas dénuée de limites dans la mesure où elle peine à s'articuler avec le cadre multilatéral constitué par le partenariat stratégique russo-européen.

Un dialogue politique de qualité mais insuffisamment articulé avec le cadre européen

Depuis le début des années 2000, le cadre institutionnel régissant les relations entre les deux pays s'est densifié. Les liens entre Paris et Moscou s'appuient sur un dialogue politique régulier au plus haut niveau, qui comprend des rencontres

régulières entre chefs d'État, la tenue annuelle d'un séminaire gouvernemental, les réunions d'une commission parlementaire. Créé en 2001, le Conseil de coopération sur les questions de sécurité est un mécanisme essentiel du partenariat privilégié que veulent développer la France et la Russie. C'est au sein de ce Conseil, qui réunit deux fois par an les ministres des Affaires Étrangères et de la Défense des deux pays, que sont discutées les grandes questions stratégiques : l'architecture de sécurité en Europe (relations entre la Russie et l'organisation du traité de l'Atlantique Nord [OTAN], UE-Russie dans le cadre de la Politique européenne de sécurité et de défense [PESD]), la coopération dans le cadre du G8 et la sécurité énergétique, la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et les grands dossiers régionaux (en particulier Afghanistan, Proche et Moyen-Orient, conflits de l'espace postsoviétique).

Les fondements de l'« alliance »³ franco-russe

Au cours de la dernière décennie, le dialogue politique a reçu une impulsion nouvelle grâce aux liens personnels développés entre les présidents successifs. Jacques Chirac était en excellents termes avec Vladimir Poutine ; les derniers mois de la présidence Chirac en témoignent, qui ont vu Vladimir Poutine inviter le chef de l'État français à Moscou pour son dernier voyage à l'étranger ou Jacques Chirac remettre la Grand-croix de la Légion d'honneur au président russe fin septembre 2006. En dépit des craintes suscitées à Moscou par le discours tenu sur la Russie lors de sa campagne présidentielle de 2007, la qualité de ces relations ne s'est pas altérée avec l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy. Le candidat Sarkozy avait pourtant durement condamné les atteintes aux droits de l'homme en Russie, affirmant lors d'une visite aux États-Unis « préférer serrer la main [du président Bush] plutôt que celles de Poutine »⁴. Cependant, sa première rencontre avec Vladimir Poutine lors

du sommet du G7 à Heiligendamm en juin 2007, et plus encore ses félicitations chaleureuses lors de la victoire du parti « Russie Unie » aux élections législatives de décembre 2007, infirment l'idée d'une rupture dans la politique russe de la France. Au-delà même des contacts chaleureux entre les présidents, qui se maintiennent avec le successeur de Vladimir Poutine, la continuité avec la période Chirac se traduit par l'absence de critiques sur la situation politique et des droits de l'homme en Russie. Comme son prédécesseur, Nicolas Sarkozy opère une dissociation entre, d'une part, la situation politique et des droits de l'homme en Russie, et d'autre part le développement des relations bilatérales, en particulier sur le plan économique.

La relation entre la France et la Russie semble ainsi se renforcer alors même que leurs trajectoires semblent les éloigner l'une de l'autre. Il est indéniable que la Russie est à la fois plus présente et plus offensive sur la scène internationale, tandis que la France voit son influence s'éroder⁵. Depuis dix ans, la Russie s'est engagée sur la voie d'une « démocratie souveraine »⁶, un régime politique s'éloignant des normes occidentales adoptées après l'effondrement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS), normes que Paris s'attache à promouvoir dans sa politique étrangère. De plus, la France a récemment rejoint le commandement intégré de l'OTAN, quitté en 1966 à l'initiative du général Charles de Gaulle. En dépit de ces évolutions apparemment divergentes et bien qu'il ne soit pas sans failles, le dialogue franco-russe s'est intensifié dans la mesure où il se fonde sur une grille de lecture partagée des transformations de la scène internationale.

Tant la France que la Russie perçoivent le monde actuel comme étant à la fois complexe et multipolaire, mais cette vision commune n'est pas exempte de nuances. Pour la France, la scène internationale est traversée de multiples enjeux et constituée de plusieurs pôles de pouvoir qui doivent s'équilibrer. Pour la Russie, le développement d'un monde multipolaire est une évolution positive, notamment parce que Moscou estime avoir renforcé son influence sur la scène internationale pour s'affirmer comme l'un de ces pôles de puissance⁷. Tant Paris que Moscou attachent une importance particulière

au multilatéralisme, en particulier au système des Nations-Unies ; cependant, s'il est considéré par les deux pays comme une garantie de stabilité, le multilatéralisme est aussi perçu par la Russie comme un vecteur d'influence et un symbole de puissance. Quoique que sous-tendue par des perceptions différentes, il découle de cette communauté de vues des prises de position proches sur les grands dossiers internationaux. En particulier, leur compréhension similaire des affaires internationales a sensiblement contribué à rapprocher les deux pays dans un contexte marqué par la vision plus tranchée des États-Unis sous la présidence de George W. Bush. Le refus en 2003 de prendre part à l'offensive américaine en Irak et la dénonciation, commune avec l'Allemagne, de cette guerre hasardeuse ont ainsi été analysés comme symbolisant la reconstitution d'un axe Paris-Berlin-Moscou. De même, bien qu'ayant parfois donné lieu à des prises de position différentes des deux pays, la question du nucléaire iranien reflète la même vision de fond reposant à la fois sur l'hostilité à un nucléaire iranien militaire et sur l'attachement à une solution diplomatique dans un cadre multilatéral⁸.

Ces deux dossiers ne peuvent toutefois être isolés de la problématique des relations de la Russie avec les États-Unis. Le dialogue politique entre Paris et Moscou trouve en effet ses origines dans la « relation spéciale » tissée entre le général de Gaulle et l'URSS, elle-même liée à la position particulière de la France dans le camp euro-atlantique qui, pour la Russie, en fait un interlocuteur spécifique en Europe : puissance nucléaire (contrairement à l'Allemagne), mais puissance nucléaire indépendante des États-Unis (contrairement à la Grande-Bretagne). Cette position particulière a repris tout son sens dans la période de tensions croissantes entre les États-Unis et la Russie à partir du milieu des années 2000 et surtout de 2007. Alors que Moscou s'opposait de façon virulente tant à l'élargissement de l'OTAN à d'anciennes Républiques soviétiques qu'au déploiement d'un bouclier anti-missiles européen en Europe centrale, la France a à plusieurs reprises appelé à comprendre les intérêts de la Russie. Le ministre des Affaires étrangères déclarait ainsi fin 2008 qu'« il ne faut pas donner à la Russie le sentiment d'être encerclée [...] Nous devons aussi tenir compte des sentiments des Russes »⁹. Sur ces

dossiers, la France a adopté une position critique, jugeant que le bouclier anti-missile compliquerait la stabilité et la sécurité du continent et refusant d'occulter le partenariat pour l'adhésion à l'OTAN à l'Ukraine et à la Géorgie. Ainsi, le fait que la France ait rejoint le commandement intégré de l'OTAN en 2009 n'a pas créé de heurt majeur entre les deux pays, en raison à la fois des prises de position de Paris sur des sujets-clés pour Moscou et de la diminution des tensions entre l'Alliance et la Russie après l'arrivée au pouvoir de Barack Obama. De plus, dans un contexte d'amélioration des relations entre Moscou et Washington, la Russie a infléchi sa position sur plusieurs dossiers stratégiques, se rapprochant ainsi du point de vue français sur la nécessité d'adopter des sanctions à l'encontre de l'Iran.

Le dialogue franco-russe face aux divergences européennes

La Russie est donc pour la France un partenaire majeur avec lequel il faut impérativement dialoguer : « Il faut commencer par se parler, et non par traiter la Russie comme une forteresse ennemie. Ce n'est pas une bonne politique [...]. On ne peut pas agir comme si la guerre froide se poursuivait. »¹⁰ C'est de plus en plus dans l'enceinte européenne que la France défend cette posture d'engagement avec Moscou, contrairement à d'autres pays membres qui sont partisans d'une ligne ferme à l'encontre de la Russie. L'élargissement de l'Union en 2004 a en effet eu pour conséquence d'accroître la diversité des positions des États membres à l'égard de la Russie, rendant la définition d'une politique commune de plus en plus complexe. Face aux pays qui, comme la Grande-Bretagne et la Suède, prônent une défense des valeurs démocratiques dans le partenariat avec la Russie, face aux pays qui, à l'instar de la Pologne et des États baltes, voient dans la Russie une source de menaces dont il convient de se protéger, la France se range aux côtés de l'Allemagne et de l'Italie parmi les partisans d'un partenariat stratégique fondé sur le dialogue et le rapprochement avec Moscou. Dans la perception française, il est à la fois impossible et dangereux d'isoler la Russie. Impossible parce que c'est un grand pays dont l'interdépendance avec l'Union européenne s'est singulièrement renforcée au cours

de la dernière décennie ; dangereux parce que l'histoire a montré qu'isoler un pays est ferment de raidissement ou de radicalisation davantage que de stabilisation. Il convient donc d'engager la Russie aux côtés de l'UE, tout à la fois en respectant ses intérêts et en promouvant ceux de l'Union.

Deux exemples illustrent la position française. La France a œuvré pour que la Russie soit associée – même de façon modeste – à l'opération EUFOR au Tchad, lancée en 2008 dans le cadre de la PESD. Surtout, la France a, au nom de l'Union européenne, fait office de médiateur entre la Russie et la Géorgie au moment du conflit d'août 2008. Le climat de confiance entre Paris et Moscou a certainement été fondamental pour que la Russie accepte le plan de cessez-le-feu présenté par Nicolas Sarkozy. Malgré tout, l'influence de la France sur les choix opérés par Moscou et donc sur le processus de règlement du conflit reste extrêmement limitée. Ainsi, le plan de cessez-le-feu finalement approuvé par Moscou a été modifié dans un sens favorable à la Russie¹¹ ; surtout, celle-ci ne respecte toujours pas, près de deux ans après le conflit, certains des points de ce plan¹². Si, tout au long de sa présidence du Conseil de l'Union européenne, la France a su préserver une ligne européenne commune à l'égard de Moscou, les violations répétées du cessez-le-feu ont été à l'origine de profondes divergences entre États membres de l'Union sur la conduite à tenir¹³.

Au-delà de l'exemple géorgien, la France n'est pas parvenue à peser de manière significative en faveur de la définition d'une position européenne cohérente qui s'inspire de sa propre démarche à l'égard de Moscou. Elle n'est pas aidée en cela par la Russie, qui joue clairement la carte bilatérale en privilégiant les relations avec certains États membres de l'Union¹⁴. Au total, la Russie est certainement l'un des sujets qui divisent le plus une Union européenne dont la politique étrangère reste l'apanage des États membres. Les récentes prises de position françaises en matière de sécurité illustrent bien les complexités de l'articulation des liens bilatéraux et multilatéraux avec la Russie. Comme l'Allemagne, la France s'est montrée intéressée par la proposition du président Medvedev d'instaurer une nouvelle architecture de sécurité sur le continent européen.

Formulée en juin 2008 puis précisée dans un projet de traité, cette proposition remet en question le système hérité de l'après guerre-froide, dans lequel l'OTAN joue un rôle majeur. Or, l'intérêt exprimé par la France contraste avec le silence ou le scepticisme d'autres pays de l'Union européenne, illustrant une nouvelle fois les divergences de vue des États membres vis-à-vis de Moscou. De même, les pourparlers pour la vente de quatre navires de guerre Mistral, puis l'achat par Moscou d'un de ces bâtiments français ont avivé les inquiétudes des pays d'Europe centrale et orientale¹⁵, que Paris s'est employé à rassurer.

L'interaction entre le cadre bilatéral et multilatéral des relations avec la Russie est donc insuffisante. D'une part, la France ne parvient pas à faire de sa relation spécifique avec la Russie un atout pour l'Union européenne. D'autre part, si Paris continue incontestablement à privilégier les liens bilatéraux avec Moscou en matière politique et sécuritaire, c'est aussi parce que le cadre européen dans ces domaines est encore peu structuré.

Une nouvelle dynamique pour les relations commerciales

L'Union européenne est depuis la fin des années 1990 le premier partenaire commercial de la Russie, et sa place dans les importations russes s'est encore accrue avec les élargissements aux pays d'Europe centrale et orientale pour atteindre aujourd'hui 53 %. Bien qu'elle entretienne une relation politique privilégiée avec Moscou, la France se situe sur le plan commercial en-deçà de ses principaux partenaires européens, en particulier de l'Allemagne et de l'Italie. Cette performance médiocre s'explique en grande partie par le retard accumulé par la France dans les années 1990, alors que certains États membres de l'UE se sont implantés sur le marché russe dès le début du processus de transformations économiques et que d'autres, à l'instar de la Finlande, ont des relations commerciales plus développées avec Moscou en raison de la proximité géographique.

Au début de la décennie, commencement d'une période de croissance soutenue en Russie¹⁶, les deux pays ont cependant entrepris de développer

leurs liens commerciaux¹⁷. Ceux-ci sont discutés et soutenus au niveau gouvernemental dans le cadre du Conseil économique, financier, industriel et commercial (CEFIC), présidé par le ministre français de l'Économie et des Finances et son homologue russe. Les efforts entrepris par Paris depuis le début des années 2000 pour développer la présence économique française en Russie¹⁸ ont permis de combler une partie du retard français. La France se situe désormais au 9ème rang des partenaires commerciaux de la Russie¹⁹. Les échanges entre les deux pays ont été multipliés par cinq en dix ans. Ils se concentrent sur les secteurs stratégiques que sont l'aéronautique, l'espace et l'énergie ; mais, au-delà, des partenariats se développent dans d'autres secteurs comme les transports (en particulier ferroviaires)²⁰. Les investissements français se sont également accrus et Paris est actuellement le dixième investisseur en Russie. Ces dernières années, les prises de participation de grandes sociétés françaises en Russie se sont multipliées, comme en témoignent les exemples de Renault et d'Avto-
vaz, d'Alstom et d'Energomash, de Danone et de la société russe Wimm-Bill-Dann ou encore de la Société générale qui a racheté Rosbank. Comme le montrent ces exemples, les investissements français se sont diversifiés, au-delà de l'énergie et de l'agro-alimentaire, vers les secteurs de l'intermédiation financière, de la grande distribution et de l'industrie manufacturière ou automobile.

Plusieurs éléments viennent toutefois nuancer ce tableau positif. Tout d'abord, les petites et moyennes entreprises françaises, élément essentiel du tissu économique du pays, restent peu présentes en Russie, hésitant à s'implanter dans un pays où les relations commerciales manquent de transparence. Le constat s'applique davantage encore côté russe, pour des raisons bien entendu différentes qui tiennent avant tout à la structuration de l'économie. Une des causes, mais aussi une des limites du progrès enregistré dans les liens économiques ces dernières années tient au fait qu'il émane en premier lieu d'une volonté gouvernementale. Si les fleurons de l'industrie française et les grandes entreprises sont étroitement associés à l'élan insufflé aux échanges commerciaux entre les deux pays, les petites et moyennes entreprises ne se sentent pas nécessairement touchées par cette approche « par le

haut », initiée au plus haut niveau politique. De plus la crise économique a freiné le développement des relations commerciales. Dans un contexte morose pour les deux pays²¹, les échanges se sont ainsi contractés d'un tiers au cours du premier semestre 2009²². Toutefois, comme le relève l'Ambassade de France à Moscou, les importations en provenance de France ont moins diminué que l'ensemble des importations russes. Ainsi, l'élan nouveau donné aux échanges commerciaux ne semble pas disparaître avec la crise.²³

La visite d'État du président Medvedev, en mars 2010, a donné une nouvelle impulsion à ces liens économiques. Le président russe a incité les entreprises françaises à s'engager dans un partenariat pour la modernisation de la Russie, dont il a fait une de ses priorités. Cette visite a également été l'occasion de conclure de nouveaux contrats entre groupes français et russes. Alstom est ainsi entré à hauteur de 25 % dans le capital de Transmashholding, premier constructeur russe de matériel ferroviaire. Bien plus, de nouvelles coopérations sont annoncées entre les deux pays dans des secteurs stratégiques, par exemple la participation de Thalès et Safran à la production de l'avion Sukhoï Superjet-100 et, bien entendu, l'achat d'un bâtiment militaire de type Mistral. Le renforcement de la coopération dans le secteur de l'énergie est aussi significatif. La veille de la visite du président Medvedev en France, Gazprom et Gaz de France (GDF) ont ainsi annoncé la signature d'un protocole d'accord entérinant la prise de participation de GDF dans la société gérant le gazoduc Nord Stream et les augmentations, par le biais de ce gazoduc reliant la Russie à l'Allemagne, des livraisons de gaz russe à la France.

Les échanges économiques, singulièrement en matière d'énergie, illustrent donc aussi la problématique de l'articulation entre cadre bilatéral et multilatéral. La relation bilatérale en matière commerciale est étroitement liée au cadre défini par l'Union européenne, qui dispose d'une compétence exclusive dans ce domaine ; par exemple, l'impulsion donnée à la coopération économique bilatérale fin 2002 ne peut être dissociée du contexte européen et notamment de la décision de la Commission, annoncée quelques mois plus tôt, d'accorder le statut d'économie de marché à la Russie.

L'énergie offre une situation inverse. En l'absence (paradoxale, soixante ans après les débuts de la construction européenne dans ce secteur) de politique commune, les États membres de l'Union sont guidés par des objectifs nationaux déterminés par des situations très diverses. En choisissant de participer au projet Nord Stream, sévèrement critiqué par la Pologne et les pays baltes, la France rejoint l'Allemagne et l'Italie dans le groupe des principaux partenaires énergétiques de la Russie en Europe. Cette participation s'inscrit également dans l'approche stratégique française à l'égard de Moscou, celle d'un partenariat privilégié. À ce titre, Paris conçoit la diversification des fournisseurs énergétiques de l'Union comme un objectif à atteindre non pas en s'opposant à la Russie, mais au contraire en coopérant avec elle²⁴.

La nécessaire harmonisation des positions européennes

Au cours de la dernière décennie, la relation entre la France et la Russie s'est certes appuyée sur l'héritage d'une amitié séculaire, mais elle ne s'y est pas limitée. Elle a su se renouveler et s'élargir, en ajoutant aux liens politiques et culturels traditionnels de nouvelles sphères de coopération. Pour la Russie, la France est un pays qui compte en Europe et dont elle entend se rapprocher. Pour la France, la Russie est un partenaire incontournable, notamment pour la sécurité du continent européen. Le niveau de confiance entre les deux pays et la qualité des relations sont peu susceptibles de s'altérer dans les prochaines années, en dépit des incertitudes quant au nom du futur dirigeant russe après les élections présidentielles de 2012.

Spécifique, la relation franco-russe n'est toutefois pas exempte de limites. En raison à la fois de la singularité des liens entre Paris et Moscou et des failles de la construction européenne, la jonction avec la dimension européenne n'est pas aisée. Bien qu'insuffisant davantage de cohérence à l'action extérieure de l'Union européenne, l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne ne devrait pas favoriser de manière significative la mise à l'unisson des positions des États membres à l'égard de la Russie, fruit d'expériences séculaires et disparates. Des rap-

prochements bilatéraux entre la Russie et les pays de l'Union, à l'instar de celui qui semble s'amorcer avec la Pologne²⁵, sont davantage susceptibles de conduire à long terme à une harmonisation des positions européennes à l'égard de Moscou, d'autant plus nécessaire que la Russie est un voisin indispensable.

Laure Delcour est directrice de recherches à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), Paris, et conseillère de formation à la direction des affaires européennes de l'École nationale d'administration (ENA), Strasbourg.

Notes

- 1 Voir le discours du ministre français de la Culture, Frédéric Mitterrand, à l'occasion de la conférence de presse de lancement à Moscou de l'Année croisée France-Russie 2010 : « Rien n'était pourtant joué d'avance. Les différences auraient pu s'ajouter aux distances, les traditions accuser le fossé de la géographie. Il s'est produit entre ces deux pays, ces deux peuples et singulièrement leurs artistes, depuis toujours, comme une alchimie inexplicable ». Discours de Frédéric Mitterrand, ministre de la Culture et de la Communication, 25 février 2010, <<http://www.culture.gouv.fr/mcc/Espace-Presse/Discours/Discours-de-Frederic-Mitterrand-ministre-de-la-Culture-et-de-la-Communication-prononce-a-l-occasion-de-l-inauguration-de-l-exposition-Picasso-Moscou-au-Musee-des-Beaux-Arts-POUCHKINE>>.
- 2 Allocution du Président de la République Nicolas Sarkozy, à l'occasion du dîner d'État offert en l'honneur du président de la Fédération de Russie Dmitri Medvedev, Paris, 2 mars 2010, <<http://www.elysee.fr/president/les-actualites/discours/2010/allocution-lors-du-diner-d-etat-offert-en-7976.html>>.
- 3 Le terme « partenariat » est utilisé officiellement pour désigner la relation franco-russe. Toutefois, afin de distinguer le niveau bilatéral du partenariat entre la Russie et l'Union européenne, c'est le terme d'alliance qui sera utilisé ici, en référence à l'alliance franco-russe de la fin du XIX^e siècle et sans pour autant que cette relation ait un caractère exclusivement militaire.
- 4 Voyage de Nicolas Sarkozy aux États-Unis, septembre 2006. Voir Laure Delcour, « Quelles relations avec la Russie et la CEI après 2007 », note pour l'IRIS, mars 2007 ; voir également Natalie Nougayrède, « M. Sarkozy et M. Obama, double rupture, double méprise », *Le Monde*, 15 décembre 2009.
- 5 Voir Jean-Christophe Romer, « Les relations franco-russes de 2000 à 2006. Entre bilatéral et multilatéral », *Annuaire français des relations internationales*, vol. VIII, 2007, p. 415, <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/27_Romer.pdf>.
- 6 L'expression a été forgée par Vladislav Sourkov, chef adjoint de l'administration présidentielle. Elle souligne la spécificité du système politique russe : la Russie ne peut ni ne veut s'aligner sur les systèmes occidentaux, mais doit trouver sa propre voie démocratique.
- 7 Le renforcement de la position russe sur la scène internationale au cours de la décennie 2000 et de sa capacité à peser sur les affaires mondiales sont identifiés dans la conception de politique étrangère russe comme l'une des principales tendances positives de l'évolution du monde. Cf. Président de la Fédération de Russie, Conception de politique étrangère de la Fédération de Russie, 12 juillet 2008.
- 8 La France a ainsi soutenu la Russie dans sa proposition d'enrichir l'uranium iranien sur son territoire.
- 9 Interview donnée par Bernard Kouchner au quotidien polonais *Gazeta Wyborcza* à l'occasion de sa visite en Pologne, 5 décembre 2008, <http://www.ambafrance-pl.org/france_pologne/spip.php?article3375>.
- 10 Ibid.
- 11 Par exemple, la version finale ne fait pas mention de l'intégrité territoriale de la Géorgie, une lacune que la Pologne ou les pays baltes ont sévèrement reprochée à la France.
- 12 Ainsi, la Russie ne s'est pas conformée à son engagement de retrouver ses positions antérieures au 7 août (date de déclenchement du conflit). Après avoir reconnu l'indépendance de l'Ossétie du sud et de l'Abkhazie, elle a conclu des accords militaires avec ces deux régions l'autorisant à déployer jusqu'à 3 800 hommes dans chacun des deux territoires.
- 13 La Pologne, les trois pays baltes, la Suède étaient notamment partisans de sanctions européennes à l'encontre de la Russie, une option rejetée par d'autres pays comme l'Italie. Le Conseil européen extraordinaire tenu le 1^{er} septembre 2008 sous la présidence de la France a condamné la reconnaissance par la Russie des deux régions séparatistes et, en raison du non-respect par la Russie des clauses du cessez-le-feu, gelé les négociations pour un nouvel accord entre l'UE et Moscou, sans pour autant décider de l'application de sanctions. Les négociations UE-Russie ont repris deux mois plus tard.
- 14 Dans le passage consacré à l'Union européenne, la Conception de politique étrangère russe en vient rapidement aux relations bilatérales « mutuellement avantageuses » qu'elle entend développer avec l'Allemagne, la France et l'Italie. Parmi les partenaires de Moscou, le document cite également la Finlande, la Grèce, l'Espagne et les Pays-Bas ; il déplore les mauvaises relations avec la Grande-Bretagne, souligne l'importance que la Russie attache

che aux minorités russophones dans les trois pays baltes et passe sous silence les autres États membres de l'Union.

- 15 Et également celles de la Géorgie.
- 16 La croissance russe a atteint en moyenne 6,4 % par an entre 1999 et 2007.
- 17 Le séminaire gouvernemental de novembre 2002 a joué un rôle d'impulsion particulièrement important.
- 18 Celle-ci est alors identifiée par le gouvernement français comme un pays prioritaire. Cf. Entretien du Premier ministre Jean-Pierre Raffarin à l'Agence Interfax lors de sa visite officielle en Russie, 6 octobre 2003, <<http://discours.vie-publique.fr/notices/033003414.html>>.
- 19 Avec une part de marché modeste, estimée à 3,8 % du marché russe en 2008, mais en augmentation à 4,6 % pour le premier semestre 2009 qui place la France au 6ème rang des fournisseurs de la Russie pour cette période. Source : Ambassade de France en Russie, <http://www.ambafrance-ru.org/france_russie/spip.php?rubrique57>.
- 20 La structure des échanges franco-russes n'est pas différente de celle de la Russie avec d'autres pays de l'Union européenne: la Russie exporte très majoritairement (à hauteur de 92 %) des hydrocarbures et des matières premières, et la France est déficitaire à hauteur de 6,7 milliards d'euros en 2008.
- 21 En particulier pour la Russie. Celle-ci a été touchée par l'effondrement des prix du pétrole et des autres produits de base, qui a conduit à une diminution des recettes budgétaires et des réserves financières accumulées depuis plusieurs années, et par la dépréciation du rouble qui a accru la charge de la dette en devises des sociétés. En 2009, le produit intérieur brut du pays s'est contracté de 7,9 %, la chute la plus importante depuis quinze ans. La croissance devrait toutefois reprendre en 2010.
- 22 Les exportations françaises en Russie ont baissé de 30 % et les importations de 37 % au cours du premier semestre 2009.
- 23 Source: Ambassade de France en Russie, op. cit.
- 24 Voir le rapport de Claude Mandil soumis au Premier Ministre avant la présidence française du Conseil de l'Union européenne, Sécurité énergétique et Union européenne, 21 avril 2008, <http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/legacy/8-04-21_Mandil_Rapport_au_Premier_ministre_final.pdf>.
- 25 Ce rapprochement semble s'amorcer à la suite du changement de discours des autorités russes sur le massacre de Katyn, de leur participation à sa commémoration en avril 2010 et des efforts entrepris pour coopérer avec la Pologne à la suite du décès du président Lech Kaczyński et de 95 officiels polonais dans un accident d'avion près de Smolensk.